**Proposition de loi organique (n° 908) adoptée par le Sénat après engagement
de la procédure accélérée, fixant le statut du procureur national anti-
stupéfiants**

Document faisant état de l'avancement des travaux de
MM. Vincent Caure, Éric Pauget et Roger Vicot, rapporteurs

Mercredi 5 mars 2025

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

(art 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature)

Statut du procureur national anti-stupéfiants

I. L'ÉTAT DU DROIT

L'article 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature limite l'exercice de la fonction de président ou de procureur de la République au sein d'un même tribunal judiciaire à une durée de sept ans.

Les dispositions de cet article s'appliquent au procureur de la République financier et au procureur de la République antiterroriste. L'article 9 de la loi organique n° 2019-221 du 23 mars 2019 relative au renforcement de l'organisation des juridictions avait en effet modifié l'article 38-2 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature pour qu'il s'applique au procureur de la République antiterroriste.

II. LE DISPOSITIF PROPOSÉ PAR LE SÉNAT

A. LES DISPOSITIONS INITIALES

Le présent article complétait l'article 38-2 de l'ordonnance statutaire pour que ses dispositions s'appliquent au procureur national de la République anti-stupéfiants.

B. LES MODIFICATIONS ADOPTÉES PAR LE SÉNAT

Deux amendements des rapporteurs (COM-1 et COM-2) ont été adoptés lors de l'examen de la proposition de loi organique en commission : ils tirent les

conséquences de la transformation du procureur national anti-stupéfiants en procureur national anti-criminalité organisée à l'article 2 de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic, notamment en modifiant l'intitulé de la présente proposition de loi organique.

Aucun amendement n'a été adopté lors de l'examen en séance.